

Accord collectif

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE
POUR LES SALARIÉS NON CADRES**

(Gers)

(30 septembre 2009)

(Etendu par arrêté du 25 février 2010,
Journal officiel du 5 mars 2010)

AVENANT N° 1 DU 6 DÉCEMBRE 2013

NOR : *AGRS1497027M*

PRÉAMBULE

Dans le cadre du suivi des comptes de résultats du régime conventionnel assuré par Agri-Prévoyance, il a été constaté un déséquilibre technique.

Conscients du fait que ces résultats sont de nature à affecter durablement la pérennité du régime, les partenaires sociaux se sont accordés afin de prendre les mesures nécessaires de retour à son équilibre.

Article 1^{er}

Prise en compte du recul de l'âge de départ à la retraite

La loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites a introduit des dispositions visant à relever, de manière progressive, l'âge de départ à la retraite.

Afin de prendre en compte les impacts de cette mesure sur le régime de prévoyance, il est inséré à l'article 7 un paragraphe 2 *bis* ainsi rédigé :

« 2 *bis*. Prise en compte du recul de l'âge du départ à la retraite

Afin de prendre en compte les effets de la loi portant réforme des retraites sur la durée de service des prestations incapacité temporaire de travail et/ou incapacité permanente de travail, il est instauré une cotisation exceptionnelle et temporaire de 0,18 % qui s'ajoute au taux de cotisation du régime.

Cette cotisation exceptionnelle et temporaire sera répartie entre l'employeur et le salarié dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 7, soit 0,11 % à la charge du salarié et 0,07 % à la charge de l'employeur.

Cette cotisation sera prélevée pendant une durée de 12 mois.

A l'issue de cette période, la cotisation exceptionnelle et temporaire cessera d'être appelée. »

Article 2

Baisse des prestations

Au 6^e alinéa du paragraphe « Garantie incapacité temporaire de travail » de l'article 5, les mots « à 85 % du salaire brut de référence » sont remplacés par les mots « à 80 % du salaire brut de référence ».

Au 5^e alinéa du paragraphe « Garantie incapacité permanente professionnelle et non professionnelle » du même article, les mots « à 25 % du salaire mensuel brut de référence » sont remplacés par les mots « à 20 % du salaire mensuel brut de référence ».

Article 3

Hausse des cotisations

Le 2 de l'article 7 « Cotisations » est remplacé par les dispositions suivantes :

« 2. Taux de cotisations et répartition

Dès l'embauche, et sans condition d'ancienneté, pour tous les employeurs et les salariés, le taux global d'appel des cotisations destinées au financement de la prestation "décès" définie à l'article 5 est de 0,31 %, réparti comme suit :

- employeur : 40 %, soit une cotisation de 0,12 % ;
- salarié : 60 %, soit une cotisation de 0,19 %.

A compter de 3 mois d'ancienneté continus dans l'entreprise, pour tous les employeurs et salariés, le taux global de cotisation destiné au financement de l'ensemble des garanties décès, incapacité temporaire et permanente et invalidité est de 1,24 %, réparti de la façon suivante :

- employeur : une cotisation de 0,39 % ;
- salarié : une cotisation de 0,85 %.

Il est précisé que la couverture des prestations incapacité temporaire, en relais de l'obligation des employeurs résultant de la loi dite de mensualisation, est assurée par une cotisation de 0,56 %, prise intégralement en charge par les salariés sur leur participation globale.

En outre, pour tous les employeurs, le taux de cotisation correspondant à leur obligation de maintien de salaire résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail est de 0,45 % et la couverture des charges sociales afférentes est de 0,16 %, soit un taux global de 0,61 % qui est à la charge exclusive des employeurs. »

Article 4

Champ d'application

Afin de tenir compte de l'existence d'accords conventionnels régionaux concernant les entreprises de travaux forestiers et leurs activités (convention collective de travail du 1^{er} décembre 1982 concernant les exploitations forestières de la région Midi-Pyrénées, IDCC : 8731), au 5^e alinéa du paragraphe « Champ d'application professionnel » de l'article 1^{er}, les mots « agricoles, ruraux et forestiers » sont remplacés par les mots « agricoles et ruraux ».

Article 5

Situation des autres articles et conditions de l'accord

Les autres dispositions de l'accord ne sont pas modifiées.

Article 6

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 7

Date d'effet

Le présent avenant prend effet le premier jour du trimestre civil qui suit la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Auch, le 6 décembre 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FDSEA du Gers.

Syndicats de salariés :

SNCEA CFE-CGC ;

SGA CFDT du Gers ;

CFTC-Agri ;

FGTA FO.